PERT

TABLE RONDE
PROVINCIALE
SUR L'EMPLOI

# Mémoire:
# Ministère des Finances
# Consultation Prébudgétaire
# 2025-2026

La Table ronde provinciale sur l'emploi (PERT) a le plaisir de soumettre ce mémoire et cette proposition aux consultations prébudgétaires 2025-26 du ministère des Finances.

Dans ce mémoire, nous identifions trois axes clés d'investissement et d'intervention stratégique qui permettront non seulement d'améliorer la situation économique des Québécois d'expression anglaise, mais aussi de faciliter leur intégration au marché du travail provincial et, par conséquent, d'accroître la productivité de la main-d'œuvre provinciale. Nos recommandations fondées sur des données probantes dans les domaines de l'aide à l'emploi, de la pauvreté et de l'apprentissage du français répondront aux problèmes actuels de pénurie de main-d'œuvre et de compétences, de déclin démographique et de difficultés à attirer et à retenir les talents, et contribueront à la croissance économique.

# Les piliers de la vitalité économique

## Emploi

Le gouvernement du Québec n'a jamais réussi à résoudre le problème du chômage accru des Québécois d'expression anglaise dans la province — qui représentent 14,9 % de la population mais 22,7 % des chômeurs[1] — au détriment de la communauté d'expression anglaise et de l'économie provinciale. Les Québécois d'expression anglaise ont été omis comme groupe cible dans les *Plans d'action des services publics d'emploi 2023-2024* et *2024-2025* présentés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et ont également été négligés dans l'affectation de fonds ciblés pour les services d'emploi. En conséquence, le gouvernement provincial n'a aucun plan pour près d'un quart de la population au chômage avec ses offres actuelles, ce qui met en doute l'efficacité du milliard de dollars[2] dépensé annuellement pour l'emploi, en plus de perpétuer le chômage et de perdre le potentiel et les compétences de ce groupe.

**Recommandation 1 :** Nous recommandons que le gouvernement du Québec élabore un *Plan d'action des services publics d'emploi* fondé sur des données probantes, ou un plan similaire, qui englobe les Québécois d'expression anglaise, avec des mesures et des initiatives spécifiques qui les ciblent. Ce plan devrait être élaboré en consultation avec les Québécois d'expression anglaise et les institutions de langue anglaise, avec une représentation des régions du Québec et de divers groupes, y compris les jeunes, les femmes et les minorités visibles.

---

[1] Adapté de Statistique Canada. (2021). Recensement de 2021 - Données de l'échantillon de 25 %, [tableau personnalisé]. Toutes les statistiques de ce rapport sont basées sur des calculs dérivés des tableaux de données de Statistique Canada, sauf indication contraire.

[2] Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, "Rapport annuel de gestion 2023-2024", Gouvernement du Québec, septembre 2024, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/rapport/RAG_MESS_2023-2024.pdf

**Recommandation 2 :** Nous recommandons que le gouvernement du Québec recueille régulièrement des données sur la langue de service et la préférence linguistique pour les services d'emploi par l'intermédiaire d'Emploi Québec, et qu'il partage ces données avec les parties prenantes par le biais d'un accord de partage des données administratives.

**Ces recommandations sont soutenues par le contexte suivant :** Les Québécois d'expression anglaise connaissent un taux de chômage de 10,9 %, soit quatre points de pourcentage de plus que les francophones (6,9 %). Si le taux de chômage des Québécois d'expression anglaise était équilibré avec celui des francophones, 28 000 travailleurs supplémentaires viendraient s'ajouter au marché du travail.

Les Québécois d'expression anglaise déclarent souvent que la maîtrise du français constitue un obstacle majeur, non seulement à l'emploi, mais aussi à l'accès aux ressources d'aide à l'emploi. Pourtant, ni cette barrière linguistique ni la communauté d'expression anglaise en général ne sont prises en compte dans le budget de 959 millions de dollars du MESS, dédié au financement, à la mise en œuvre et à la gestion des mesures et programmes liés à la main-d'œuvre et à l'emploi, ainsi qu'à la prestation des services publics d'emploi. Ce manque d'inclusion risque de faire en sorte que près d'un quart de la population sans emploi soit mal desservie par les services d'intégration au marché du travail. Il s'ensuit que le financement actuel et la programmation connexe sont susceptibles d'atteindre et de bénéficier à seulement 75 % de la population des chômeurs, ce qui indique une dépense de fonds nettement inefficace.

# Pauvreté

Le MESS a également publié son *4e Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, allouant 4,3 milliards de dollars à cet objectif. Malgré le fait que 23% des Québécois vivant dans la pauvreté sont d'expression anglaise, le plan n'inclut pas les Québécois d'expression anglaise comme groupe cible, manquant ainsi près d'un quart de sa population cible.

**Recommandation 3 :** Nous recommandons que le gouvernement du Québec élabore un *Plan d'action pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec* fondé sur des données probantes, qui comprenne des mesures et des initiatives spécifiques ciblant les Québécois d'expression anglaise. Ce plan devrait être élaboré en consultation avec les communautés d'expression anglaise et les institutions de langue anglaise, avec une représentation des régions du Québec et de divers groupes, notamment les jeunes, les femmes et les minorités visibles.

**Recommandation 4** : Nous recommandons au gouvernement du Québec d'adopter une lentille linguistique pour comprendre et analyser les tendances de la précarité économique et de la pauvreté et proposer des solutions pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cela devrait inclure l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre permettant de recueillir régulièrement des données linguistiques sur la pauvreté au Québec.

**Ces recommandations sont soutenues par le contexte suivant :** Les Québécois d'expression anglaise connaissent un taux de pauvreté presque deux fois plus élevé que

celui des francophones de la province, soit 10 % contre 5,8 %. Sur les 449 090 personnes qui vivent dans la pauvreté au Québec, 103 240 (23 %) sont des Québécois d'expression anglaise. Les taux de pauvreté sont plus élevés dans les groupes démographiques d'expression anglaise tels que les jeunes (16,8 %) et les minorités visibles (15,1 %).

Les taux de pauvreté plus élevés au sein de la communauté d'expression anglaise reflètent leurs taux plus élevés de chômage et de sous-emploi : les recherches ont montré qu'il existe une relation étroite entre le chômage/le sous-emploi et la pauvreté,[3] et, inversement, que l'accès à un emploi de qualité offrant un environnement de travail sûr, des avantages sociaux et une rémunération équitable contribue à sortir les individus de la pauvreté.[4]

Nous avons souligné plus haut la justification et la nécessité d'une stratégie d'emploi pour les Québécois d'expression anglaise, qui contribuerait à lutter contre le chômage et, par conséquent, contre la pauvreté. Cependant, il est également nécessaire de reconnaître les Québécois d'expression anglaise comme un groupe vulnérable lors de l'élaboration de stratégies visant à lutter contre la pauvreté et à faciliter l'inclusion sociale. À cette fin, PERT a soumis un mémoire à la Consultation publique 2023 pour le plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

## Apprentissage du français

Le *Plan pour la langue française* proposé en 2024 par la ministre de la Langue française ne prévoit rien pour les communautés d'expression anglaise du Québec, qui sont pourtant près de 600 000, soit 37,9 % des apprenants adultes de la province.[5] Au lieu de cela, le plan se concentre sur le recrutement de francophones dans la province et sur la valorisation du français parmi les francophones existants, avec peu de mesures tangibles pour soutenir les francophones non compétents, et aucune intention apparente de mobiliser la communauté d'expression anglaise en tant que partenaire dans la protection et la promotion de la langue française.

**Recommandation 5** : Nous recommandons que le gouvernement du Québec crée une stratégie et un plan d'action dédiés à la promotion de l'apprentissage du français pour les Québécois d'expression anglaise, y compris des fonds désignés pour l'expansion de l'apprentissage du français. Ce plan devrait être élaboré en consultation avec diverses communautés d'expression anglaise et institutions de langue anglaise, avec une

---

[3] Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, "Emploi et travail décent", Nations unies, consulté le 5 février 2025, https://www.un.org/development/desa/socialperspectiveondevelopment/issues/employment-and-decent-work.html.

[4] Voir, par exemple, Besma Belhadj et Firas Kaabi, "The relationship between employment and poverty using fuzzy regression" dans *Analysis of socio-economic conditions : Insights from a fuzzy multi-dimensional approach,* eds. Gianni Betti et Achille Lemmi (Routledge, 2021), 264-275, https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9781003053712-17/relationship-employment-poverty-using-fuzzy-regression-besma-belhadj-firas-kaabi
OCDE, "Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009 : Faire face à la crise de l'emploi", septembre 2009,

[5] Basé sur les calculs internes de PERT en utilisant une définition inclusive. Les apprenants en langues sont définis comme tous les Québécois d'expression anglaise non immigrants et tous les immigrants et résidents permanents dont le français n'est pas la langue maternelle.

représentation des régions du Québec et de divers groupes, y compris les jeunes, les femmes et les minorités visibles.

**Recommandation 6 :** Nous recommandons que le gouvernement du Québec recueille régulièrement de nouvelles statistiques sur les besoins d'apprentissage du français des individus qui n'ont pas une maîtrise du français au Québec.

**Ces recommandations sont étayées par le contexte suivant :** L'*Enquête de 2021 sur l'emploi auprès des Québécois·e·s et des organisations d'expression anglaise* de PERT a identifié le français comme le principal obstacle à l'emploi parmi les répondants. Le rapport de PERT intitulé *Parcours d'apprenants en langues dans l'écosystème de la formation en français au Québec* a identifié des motivations positives pour apprendre le français chez les Québécois d'expression anglaise, ce qui est repris dans un rapport récent du Commissariat aux langues officielles,[6] qui a révélé un fort désir chez la population d'expression anglaise d'être acceptés par leurs homologues francophones. Les Québécois d'expression anglaise souhaitent vivement apprendre le français et reconnaissent que la maîtrise du français est essentielle à leur réussite sociale, professionnelle et économique dans la province.

Pourtant, les ressources d'apprentissage du français dans la province ont rencontré plusieurs problèmes au cours des derniers mois, notamment de longs délais d'attente, des réductions de financement pour les apprenants à temps partiel et la fermeture de centres de services offrant des cours de français, ce qui limite encore davantage l'accès à ces programmes pour les apprenants d'expression anglaise. La recherche PERT a démontré que ce type d'obstacles à l'accès peut avoir un effet dissuasif sur la motivation des individus à apprendre le français.[7] Le gouvernement du Québec compromet ainsi sa propre mission de promotion du français et, en outre, la productivité de sa main-d'œuvre en ne s'attaquant pas aux obstacles à l'entrée sur le marché du travail.

[6] Commissariat aux langues officielles, " Bâtir des ponts : Perceptions et réalités des communautés anglophones du Québec et de leurs relations avec le français au Québec et le bilinguisme au Canada ", gouvernement du Canada, dernière modification en juin 2024, https://www.clo-ocol.gc.ca/sites/default/files/2024-06/building-bridges-perceptions-realities-2024.pdf.
[7] Table ronde provinciale sur l'emploi, " Parcours d'apprenants de langue naviguant dans l'écosystème de la formation en français au Québec ", novembre 2024, https://pertquebec.ca/wp-content/uploads/2024/12/User-journeys-of-language-learners-navigating-Quebecs-French-language-training-ecosystem-1.pdf.

# PERT

## TABLE RONDE PROVINCIALE SUR L'EMPLOI

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Québec

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas les opinions et croyances du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise.